

BOIS-HIMONT

Assemblée générale des Défis Ruraux

Après les quotas, la crise du lait ?

Pour leur assemblée générale, qui s'est réunie mardi au château de Bois-Himont, les Défis Ruraux ont reçu le spécialiste du lait qu'est André Pflimlin, ancien ingénieur de l'Institut de l'élevage. Il possède une connaissance profonde du marché laitier et du milieu de l'élevage et il prédit une nouvelle crise de surproduction après la fin des quotas. Mais il n'est peut-être pas trop tard pour réagir...

L'association les Défis Ruraux, basée à Allouville-Bellefosse, a poursuivi en 2014 sa quête historique: « accompagner le développement d'une agriculture répondant aux attentes de la société, tout en garantissant aux agriculteurs une vie, un revenu et des conditions de travail adaptées à leurs investissements ». Son but est de mener progressivement l'agriculture haut-normande vers plus d'agro-écologie.

L'association, attachée au système herbager, a invité un spécialiste du marché du lait, André Pflimlin. Cet ancien ingénieur, en retraite depuis 2009, fait partager depuis son expérience et son pessimisme sur l'évolution du marché mondial depuis la fin des quotas lai-



André Pflimlin connaît parfaitement le marché mondial

tiers, qui annonce selon lui une nouvelle crise mondiale.

Les faits lui donnent en partie raison, avec depuis novembre une nouvelle baisse des prix, aux alentours de 280 € la tonne, dans un contexte mondial qui fait craindre le pire. Selon lui, on va dans une mauvaise direction avec l'arrêt des quotas. Vouloir produire plus pour espérer exporter sur le marché mondial mène à une impasse et le retour à la régulation lui paraît obligatoire.

Un tableau bien sombre

Le paquet-lait, introduit par le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire, ne lui semble pas être la solution idéale dans la mesure où les contrats entre industriels et les producteurs ont été instaurés avant que ces derniers ne s'organisent. De plus, il ne portent que sur les volumes livrés au privé. Selon lui, il n'a pas de régulation possible alors.

Pour André Pflimlin, vouloir produire plus après la fin des quotas est aussi un leurre car l'Europe n'est pas suffisamment armée pour lutter sur le marché mondial face aux États-Unis et à la Nouvelle-Zélande. Les Américains, qui veulent nous imposer un système de libre échange, subventionnent leur production et la Nouvelle-Zélande, compte-tenu de ses terres et de son

climat qui permet de laisser les vaches à l'herbe toute l'année, a des coûts de production contre lesquels on ne peut pas lutter. Or, le contexte du marché n'est pas favorable. La Chine a cessé ses achats extérieurs et fait de gros efforts pour sécuriser sa production en agrandissant ses exploitations. D'autre part, l'embargo de l'URSS a restreint ce marché. Et surtout les stocks de poudre de lait écrémé sont pleins. Le contexte est d'autant plus défavorable, remarque l'expert, que les accords de libre-échange entre L'Union européenne et les États-Unis avancent vite et ne laissent rien augurer de bon : « Il est inutile d'améliorer ce qui reste de la PAC, si on ouvre toutes les portes, en gardant pour nous les contraintes environnementales et sociales », déclare le spécialiste. « On essaie de cacher une grosse crise, poursuit-il. Aux Pays-Bas, le prix du lait est tombé à 180 euros la tonne. Il faut revenir à une régulation de l'offre au sein de l'Union européenne », assène-t-il.

Un label ?

La solution en Europe repose, selon lui, sur des systèmes laitiers plus économes, plus autonomes, avec des vaches plus rustiques, plus mixtes, comme la normande, qui offre aussi des débouchés sur le



La présidente Sylvie Claes et le vice président Jean-Paul Commaree n'ont pas perdu leur sourire

marché de la viande et du lait mieux valorisé. Une ruralité vivante et diversifiée, avec des éleveurs nombreux, des produits régionaux, de l'artisanat local et du tourisme vert... « Les systèmes herbagers créent plus d'emplois que les usines à 1.000 vaches laitières, note-t-il au passage. Il vaut mieux miser sur la diversité que sur la compétition, mortelle pour la majorité », ajoute-t-il.

Alors, ici la solution n'est-elle pas le système herbager tel que le préconisent les Défis Ruraux et leur présidente, Sylvie Claes, qui ne veut

pas sombrer dans le pessimisme ambiant? Il est vrai que le système herbager qui privilégie, le respect de l'environnement, de la qualité de vie, a des atouts qui méritent d'être valorisés. Mais comment? Créer un label? Après tout, il y en a un pour les poulets, le lait de montagne... Le lait d'une vache qui vit sur l'herbe mérite plus de considération que celui d'une vache élevée sur du ciment. Alors, à quand un label Lait herbager du pays de Caux, issu de l'agriculture durable?